

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2012

2

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION



Présentation - Définitions	14
2-1 Le nombre de collectivités locales en 2012	18
2-2 Les groupements de collectivités territoriales	19
2-3 La population des collectivités territoriales	20
2-4 La population des départements	21
2-5 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	22
2-6 Les communes par taille	23
2-7 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	24
2-8 Les villes de plus de 100 000 habitants	28
2-9 Les grandes aires urbaines de plus de 100 000 habitants	29

2 Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 2012, les 36 786 communes de la République française rassemblent 65,1 millions de personnes dont 64,5 millions répartis sur 36 700 communes en France. Mayotte, 101^e département français depuis le 31 mars 2011, compte 186 452 habitants et 17 communes.

2011 a été marqué par la poursuite de la couverture intégrale du territoire en intercommunalités à fiscalité propre et par la réduction du nombre de syndicats devenus obsolètes. Les premières communes nouvelles ont vu le jour fin 2011. 2 communes ont été créées en lieu et place de communes contiguës dans les départements de l'Eure-et-Loir et de Seine-Maritime.

Au 1^{er} janvier 2012, on dénombre 2 581 établissements publics de coopération intercommunale en France (hors Mayotte) : 1 métropole – la Métropole Nice Côte d'Azur –, 15 communautés urbaines, 202 communautés d'agglomération, 2 358 communautés de communes et 5 syndicats d'agglomération nouvelle. Ils rassemblent 59,3 millions d'habitants et couvrent 35 303 communes. Le nombre total de communes isolées s'élève désormais à 1 380. Sur le territoire des 96 départements concernés par l'obligation de couverture intégrale en EPCI à fiscalité propre et à l'exception des îles composées d'une seule commune, le nombre de communes devant adhérer d'ici le 1^{er} juin 2013 à un EPCI à fiscalité propre est de 1 324 au 1^{er} janvier 2012. En France (hors Mayotte), les syndicats sont au nombre de 14 787 soit 312 de moins qu'au 1^{er} janvier 2011 : 11 529 syndicats de communes, 3 258 syndicats mixtes dont 978 syndicats mixtes ouverts et 1 pôle métropolitain. Le nombre de syndicats mixtes hors pôle métropolitain a diminué pour la 1^{re} fois depuis 1999. Au total, le nombre de groupements de collectivités territoriales s'élève à 17 368 au 1^{er} janvier 2012.

La population est concentrée sur le territoire français. 6 régions rassemblent la moitié des habitants : l'Île-de-France, le Rhône-Alpes, la Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Nord-Pas-de-Calais, les Pays de la Loire et l'Aquitaine. La France est structurée par 41 communes de plus de 100 000 habitants et 241 grandes aires urbaines de plus de 10 000 emplois constituées de grands pôles urbains et de leur couronne. En métropole, l'accroissement de la population de + 3,9 millions d'habitants depuis le recensement de 1999 se concentre dans ces grandes aires urbaines sous l'effet combiné de l'étalement urbain et de la densification des zones urbaines.

En 2009, 95 % des personnes vivent sous l'influence des villes. 83 % d'entre elles sont rassemblées dans l'espace des grandes aires urbaines, composé des grands pôles urbains, de leur couronne et des communes multipolarisées. C'est la périphérie des centres appelée aussi l'espace péri-urbain composé des couronnes des grands pôles urbains et des communes multipolarisées, qui connaît la plus forte croissance. 1 habitant sur 4 vit sur les 40 % du territoire métropolitain couvert par l'espace périurbain. Au sein de cet espace, les couronnes des grandes aires urbaines s'étendent sur la plus grande partie de l'espace métropolitain (près de 30 % du territoire) et rassemblent 1 habitant sur 5.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données relatives à la population légale figurant dans ce chapitre sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Les données relatives à l'intercommunalité figurant dans ce chapitre sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures, mise à jour trimestrielle : www.banatic.interieur.gouv.fr

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le site de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr

DÉFINITIONS

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les quatre régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite sui generis (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► La **commune** est la plus petite subdivision administrative française. Les communes ont été créées le 14 décembre 1789. Certaines ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une **commune nouvelle** soumise aux règles applicables aux communes. Une commune nouvelle peut être créée en lieu et place de :

- communes contiguës ;
- communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts.

Sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond au dispositif de la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

► Le **département**, créé par loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► La **région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► Les **collectivités d'outre-mer** (COM) sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► Le **canton** est une circonscription électorale dans le cadre de laquelle est élu un conseiller général.

► Les **établissements publics de coopération intercommunale** (EPCI) désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés de communes et les métropoles créés par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

► Forment la catégorie des **groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes fermés et ouverts, les pôles métropolitains, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants. Peuvent également obtenir le statut de métropole les 4 communautés urbaines instituées par la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966.

2 Les collectivités locales et leur population

► **Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existantes antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU.

Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, elle dispose de compétences plus larges que celle-ci. Elle est ainsi compétente, à titre obligatoire, dans les mêmes domaines que la CA, mais également en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel, de gestion des services collectifs et en matière d'environnement.

► **Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Le seuil démographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département ou la commune la plus importante du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants est réduit à 30 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants peut également être apprécié en prenant en compte la population telle que définie à l'article L. 2334-2, à la double condition que cette dernière excède ce seuil d'au moins 20 % et qu'elle excède la population totale de plus de 50 %. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de bâtir un projet commun de développement urbain. Elle exerce pour cela des compétences obligatoires en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville...

► **Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** : Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Elle est dotée de deux compétences obligatoires : aménagement de l'espace et développement économique, et d'au moins un groupe de compétences optionnelles. À ce titre, elle peut exercer au lieu et place des communes des compétences de voirie communautaire, de logement social, de collecte, de traitement des déchets ménagers, d'équipements culturels et sportifs.

► Les **syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► Les **syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► Les **syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe uniquement des communes et leurs groupements, le syndicat mixte ouvert restreint composé de différents échelons de collectivités territoriales, le syndicat mixte ouvert élargi comprenant des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► Le **pôle métropolitain** : Créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants. L'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants. Par dérogation au précédent alinéa, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger.

► **Le recensement de la population :**

La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

* Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année.

* Les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-

et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► La **population légale** authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► La **population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► La **population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► La **population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► Le zonage en **aires urbaines** a été révisé sur la base des résultats du recensement en 2010. Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Le zonage en aires urbaines 2010 distingue également :

- les « moyennes aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci ;

- les « petites aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

► On désigne par **unité urbaine** une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Si l'unité urbaine se situe sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, et si chacune de ces communes concentre plus de la moitié de sa population dans la zone de bâti continu, elle est dénommée agglomération multicommunale.

Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine.

2-1 Le nombre de collectivités locales en 2012

Les collectivités territoriales de la République

(en nombre de collectivités)

Communes	36 786
dont : métropole	36 571
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
Départements	101
dont : métropole	96
DOM	5
Régions	26
dont : métropole	21
collectivité territoriale de Corse	1
ROM	4
Collectivités d'outre-mer	5
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
Collectivité à statut particulier	1
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2012.

Les Établissements publics de coopération intercommunale et autres syndicats mixtes

(en nombre de groupements)

EPCI à fiscalité propre	2 581
dont : métropoles	1
communautés urbaines	15
communautés d'agglomération	202
communautés de communes	2 358
syndicats d'agglomération nouvelle	5
Syndicats*	14 787
dont : syndicats intercommunaux à vocation unique	10 184
syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 345
syndicats mixtes	3 257
pôles métropolitains	1

Source : DGCL.

Champ : France (hors Mayotte).

* Le recensement des syndicats a été réalisé le 1^{er} février 2012 sur des données arrêtées au 1^{er} janvier 2012.

Le découpage administratif en cantons

(en nombre de cantons)

Cantons	4 056
dont : Métropole	3 883
DOM	153
Mayotte	20

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2012.

Les groupements de collectivités territoriales 2-2

Évolution du nombre de groupements de communes à fiscalité propre depuis 2008

Au 1 ^{er} janvier	2008	2009	2010	2011	2012
Métropole	-	-	-	-	1
Communauté urbaine	14	16	16	16	15
Communauté d'agglomération	171	174	181	191	202
Communauté de communes	2 393	2 406	2 409	2 387	2 358
Syndicat d'agglomération nouvelle	5	5	5	5	5
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	2 583	2 601	2 611	2 599	2 581
Nombre total de communes	33 638	34 166	34 774	35 041	35 303
Population totale* regroupée (en millions d'habitants)	54,6	56,4	57,9	58,8	59,3
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
<i>Nombre de groupements</i>	1 224	1 263	1 302	1 320	1 337
<i>Nombre total de communes</i>	16 337	16 970	17 732	18 212	18 776
<i>Population totale* (en millions d'habitants)</i>	42,4	44,3	46,4	47,6	48,4

Sources : DGCL, Insee, Recensements de la population.

Champ : France (hors Mayotte).

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

Évolution du nombre de syndicats depuis 2008

(en nombre de syndicats)

Au 1 ^{er} janvier	2008	2009*	2010*	2011*	2012*
SIVU	11 723	11 179	10 789	10 473	10 184
SIVOM	1 445	1 445	1 395	1 358	1 345
Syndicats mixtes	2 951	3 064	3 194	3 268	3 257
Pôle métropolitain	-	-	-	-	1
Total	16 119	15 688	15 378	15 099	14 787

Sources : DGCL, BANATIC.

Champ : France (hors Mayotte).

* Depuis 2009, le recensement des syndicats est réalisé le 1^{er} février sur des données arrêtées au 1^{er} janvier.

2-3 La population des collectivités territoriales

Population municipale en vigueur en 2012 (millésimée 2009)

(en nombre d'habitants)	Population municipale
Alsace	1 843 053
Aquitaine	3 206 137
Auvergne	1 343 964
Bourgogne	1 642 440
Bretagne	3 175 064
Centre	2 538 590
Champagne-Ardenne	1 337 953
Corse	305 674
Franche-Comté	1 168 208
Île-de-France	11 728 240
Languedoc-Roussillon	2 610 890
Limousin	741 785
Lorraine	2 350 112
Midi-Pyrénées	2 862 707
Nord-Pas-de-Calais	4 033 197
Basse-Normandie	1 470 880
Haute-Normandie	1 832 942
Pays de la Loire	3 539 048
Picardie	1 911 157
Poitou-Charentes	1 760 575
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 889 053
Rhône-Alpes	6 174 040
Guadeloupe	401 554
Martinique	396 404
Guyane	224 469
La Réunion	816 364
France hors Mayotte	64 304 500
Métropole	62 465 709
DOM	2 025 243
dont Mayotte (recensement 2007)	186 452
France	64 490 952
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie	
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 082
Saint-Barthélemy	8 902
Saint-Martin	36 824
Polynésie française (recensement 2007)	259 596
Wallis-et-Futuna (recensement 2008)	13 484
Nouvelle-Calédonie (recensement 2009)*	246 153
Ensemble République française	65 061 993

Source : Insee, Recensement de la population.

* La population de la Nouvelle-Calédonie tient compte de l'arrêté du 28 décembre 2011 portant modification du chiffre de la population de la commune de Koné.

La population des départements 2-4

Population municipale en vigueur en 2012 (millésimée 2009)

(en nombre d'habitants)	Population municipale	(en nombre d'habitants)	Population municipale		
01	Ain	588 853	53	Mayenne	305 147
02	Aisne	539 870	54	Meurthe-et-Moselle	731 019
03	Allier	343 046	55	Meuse	194 003
04	Alpes-de-Haute-Provence	159 450	56	Morbihan	716 182
05	Hautes-Alpes	135 836	57	Moselle	1 044 898
06	Alpes-Maritimes	1 079 100	58	Nièvre	220 199
07	Ardèche	313 578	59	Nord	2 571 940
08	Ardennes	283 296	60	Oise	801 512
09	Ariège	151 117	61	Orne	292 210
10	Aube	303 298	62	Pas-de-Calais	1 461 257
11	Aude	353 980	63	Puy-de-Dôme	629 416
12	Aveyron	277 048	64	Pyrénées-Atlantiques	650 356
13	Bouches-du-Rhône	1 967 299	65	Hautes-Pyrénées	229 670
14	Calvados	680 908	66	Pyrénées-Orientales	445 890
15	Cantal	148 380	67	Bas-Rhin	1 094 439
16	Charente	351 563	68	Haut-Rhin	748 614
17	Charente-Maritime	616 607	69	Rhône	1 708 671
18	Cher	311 022	70	Haute-Saône	239 194
19	Corrèze	243 352	71	Saône-et-Loire	554 720
2A	Corse-du-Sud	141 330	72	Sarthe	561 050
2B	Haute-Corse	164 344	73	Savoie	411 007
21	Côte-d'Or	524 144	74	Haute-Savoie	725 794
22	Côtes-d'Armor	587 519	75	Paris	2 234 105
23	Creuse	123 584	76	Seine-Maritime	1 250 120
24	Dordogne	412 082	77	Seine-et-Marne	1 313 414
25	Doubs	525 276	78	Yvelines	1 407 560
26	Drôme	482 984	79	Deux-Sèvres	366 339
27	Eure	582 822	80	Somme	569 775
28	Eure-et-Loir	425 502	81	Tarn	374 018
29	Finistère	893 914	82	Tarn-et-Garonne	239 291
30	Gard	701 883	83	Var	1 007 303
31	Haute-Garonne	1 230 820	84	Vaucluse	540 065
32	Gers	187 181	85	Vendée	626 411
33	Gironde	1 434 661	86	Vienne	426 066
34	Hérault	1 031 974	87	Haute-Vienne	374 849
35	Îlle-et-Vilaine	977 449	88	Vosges	380 192
36	Indre	232 268	89	Yonne	343 377
37	Indre-et-Loire	588 420	90	Territoire de Belfort	142 461
38	Isère	1 197 038	91	Essonne	1 208 004
39	Jura	261 277	92	Hauts-de-Seine	1 561 745
40	Landes	379 341	93	Seine-Saint-Denis	1 515 983
41	Loir-et-Cher	327 868	94	Val-de-Marne	1 318 537
42	Loire	746 115	95	Val-d'Oise	1 168 892
43	Haute-Loire	223 122	971	Guadeloupe	401 554
44	Loire-Atlantique	1 266 358	972	Martinique	396 404
45	Loiret	653 510	973	Guyane	224 469
46	Lot	173 562	974	La Réunion	816 364
47	Lot-et-Garonne	329 697	976	Mayotte	186 452
48	Lozère	77 163			
49	Maine-et-Loire	780 082			
50	Manche	497 762			
51	Marne	566 145			
52	Haute-Marne	185 214			
			France	64 490 952	
			dont Métropole	62 465 709	
			DOM	2 025 243	

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2007.

2-5 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique au 1^{er} janvier 2012

en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ :	Métropole	CU		CA	CC		SAN	EPCI à FP	
		FPU	FA		FPU	FA		Total	dont FPU
moins de 700 habitants	0	0	0	0	0	9	0	9	0
de 700 à 999	0	0	0	0	1	14	0	15	1
de 1 000 à 1 999	0	0	0	0	16	99	0	115	16
de 2 000 à 4 999	0	0	0	0	131	353	0	484	131
de 5 000 à 9 999	0	0	0	0	333	439	0	772	333
de 10 000 à 19 999	0	0	0	0	375	244	1	620	376
de 20 000 à 49 999	0	0	0	11	243	74	1	329	255
de 50 000 à 99 999	0	2	2	106	16	8	2	136	126
de 100 000 à 299 999	0	3	1	75	2	1	1	83	81
300 000 habitants et plus	1	7	0	10	0	0	0	18	18
Total	1	12	3	202	1 117	1 241	5	2 581	1 337
Nombre total de communes regroupées	46	365	33	3 600	14 736	16 494	29	35 303	18 776
Pop. totale (en millions d'hab.)⁽¹⁾	0,5	6,9	0,3	24,1	16,6	10,6	0,3	59,3	48,4

Source : DGCL.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

Les communes par taille 2-6

Population municipale en vigueur en 2012 (millésimée 2009)

Répartition des communes par taille

(en nombre de communes)

Strates démographiques	Métropole	DOM
moins de 50 habitants	915	0
50 à 99	2 642	1
100 à 199	5 979	1
200 à 299	4 687	0
300 à 399	3 397	0
400 à 499	2 480	0
500 à 699	3 754	2
700 à 999	3 247	2
1 000 à 1 499	2 931	4
1 500 à 1 999	1 563	7
2 000 à 2 499	997	2
2 500 à 2 999	637	2
3 000 à 3 499	514	2
3 500 à 3 999	361	5
4 000 à 4 999	525	9
5 000 à 5 999	364	9
6 000 à 8 999	577	24
9 000 à 9 999	110	7
10 000 à 19 999	482	23
20 000 à 29 999	169	11
30 000 à 49 999	126	8
50 000 à 79 999	61	7
80 000 à 99 999	14	1
100 000 à 199 999	28	2
200 000 à 299 999	6	0
300 000 hab. et plus	5	0
Total	36 571	129

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France.

Répartition de la population selon la taille des communes

(en nombre d'habitants)

Strates démographiques	Métropole	DOM
moins de 50 habitants	31 600	0
50 à 99	200 607	82
100 à 199	881 731	158
200 à 299	1 154 484	0
300 à 399	1 175 982	0
400 à 499	1 107 520	0
500 à 699	2 221 844	1 192
700 à 999	2 713 496	1 707
1 000 à 1 499	3 568 164	5 053
1 500 à 1 999	2 696 423	12 051
2 000 à 2 499	2 224 272	4 139
2 500 à 2 999	1 744 342	5 313
3 000 à 3 499	1 656 889	6 605
3 500 à 3 999	1 346 846	19 005
4 000 à 4 999	2 330 129	40 477
5 000 à 5 999	1 989 225	47 964
6 000 à 8 999	4 203 221	177 084
9 000 à 9 999	1 044 532	64 347
10 000 à 19 999	6 707 682	340 035
20 000 à 29 999	4 171 321	262 915
30 000 à 49 999	4 861 632	276 861
50 000 à 79 999	3 639 672	423 108
80 000 à 99 999	1 228 317	88 440
100 000 à 199 999	3 741 338	248 707
200 000 à 299 999	1 478 991	0
300 000 hab. et plus	4 345 449	0
Total	62 465 709	2 025 243

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France.
Le département de Mayotte a été recensé en 2007.

2-7 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

La métropole au 1^{er} janvier 2012

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
06	Métropole Nice Côte d'Azur	46	536 378
Total		46	536 378

Champ : France.

(1) Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Les 15 communes urbaines au 1^{er} janvier 2012

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
69	CU de Lyon	FPU	58	1 302 232
59	CU de Lille Métropole	FPU	85	1 125 549
13	CU Marseille Provence Métropole	FPU	18	1 049 461
33	CU de Bordeaux	FPU	27	721 744
31	CU du Grand Toulouse	FPU	37	711 763
44	CU Nantes Métropole	FPU	24	597 936
67	CU de Strasbourg	FPU	28	475 579
54	CU du Grand Nancy	FPU	20	262 515
29	CU de Brest Métropole Océane	FPU	8	213 942
59	CU de Dunkerque Grand Littoral	FPU	17	202 300
72	CU Le Mans Métropole	FA	9	188 266
62	CU d'Arras	FPU	24	95 028
71	CU Le Creusot - Montceau les Mines	FPU	19	92 872
50	CU de Cherbourg	FA	5	85 981
61	CU d'Alençon	FA	19	50 937
Total			398	7 176 105

Champ : France.

(1) Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Les 5 syndicats d'agglomération nouvelle au 1^{er} janvier 2012

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
77	SAN de Sénart Ville Nouvelle	8	100 247
13	SAN Ouest Provence	6	99 776
77	SAN de Marne la Vallée - Val Maubuée	6	87 048
77	SAN du Val d'Europe	5	26 250
91	SAN de Sénart en Essonne	4	16 523
Total		29	329 844

Champ : France.

(1) Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Les 27 communautés de communes de plus de 50 000 habitants au 1^{er} janvier 2012

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
78	CC de la Boucle de la Seine	FPU	7	171 356
972	CC du Nord Martinique	FA	18	110 707
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	47	100 114
92	CC de Châtillon - Montrouge	FA	2	81 500
01	CC du Pays de Gex	FA	26	75 996
59	CC Cœur d'Ostrevent	FPU	21	73 815
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	70 939
76	CC Caux Vallée de Seine	FPU	47	68 731
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	65 428
91	CC de l'Arpajonnais	FPU	14	64 379
64	CC du Sud Pays Basque	FPU	12	63 779
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	63 487
17	CC de la Haute Saintonge	FA	123	60 870
44	CC du Pays d'Anceins	FPU	29	60 368
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	58 148
40	CC Maremne Adour Côte Sud	FPU	23	57 808
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	57 659
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	18	57 184
35	CC du Pays de Redon	FPU	24	56 698
95	CC Roissy Porte de France	FPU	18	55 037
29	CC du Pays de Quimperlé	FPU	16	54 901
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	54 544
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	53 548
60	CC du pays de Valois	FA	62	53 507
68	CC des Trois Frontières	FA	10	51 640
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	50 739
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	50 261
Total			709	1 843 143

Champ : France.

(1) Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre **2-7**

Les 202 communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2012

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
76	CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe	70	495 787
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	431 285
34	CA de Montpellier	31	419 291
35	CA Rennes Métropole	37	405 180
38	CA Grenoble Alpes Métropole	28	404 176
93	CA Est Ensemble	9	399 813
42	CA de Saint-Étienne Métropole	43	381 792
13	CA du Pays d'Aix-en-Provence	34	363 684
93	CA Plaine Commune	8	356 905
92	CA Grand Paris Seine Ouest	7	304 410
63	CA Clermont Communauté	21	286 818
37	CA Tour(s) Plus	19	284 821
45	CA Orléans Val de Loire	22	279 655
49	CA Angers Loire Métropole	33	272 422
66	CA Perpignan Méditerranée	36	256 607
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	32	255 646
21	CA Grand Dijon	22	251 079
62	CA de Lens - Liévin	36	248 789
76	CA Havraise	17	244 757
30	CA Nîmes Métropole	27	236 156
57	CA de Metz Métropole	40	224 441
14	CA Caen la Mer	29	222 301
92	CA Mont Valérien	3	218 736
51	CA de Reims	6	213 190
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	212 309
62	CA de l'Artois	59	209 984
94	CA Val de Bièvre	7	203 329
87	CA Limoges Métropole	18	202 938
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	200 036
95	CA de Cergy-Pontoise	12	194 404
59	CA de Valenciennes Métropole	35	194 189
56	CA du Pays de Lorient	19	191 555
78	CA Versailles Grand Parc	14	186 446
92	CA des Hauts de Bièvre	7	182 972
25	CA du Grand Besançon	59	182 602
06	CA de Sophia Antipolis	24	179 551
84	CA du Grand Avignon	13	179 424
80	CA Amiens Métropole	33	179 220
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	171 890
972	CA du Centre de la Martinique	4	168 266
59	CA du Douaisis	35	154 906
94	CA Plaine Centrale du Val-de-Marne	3	153 901
64	CA Pau-Pyrénées	14	152 541
17	CA de La Rochelle	18	150 360
59	CA de la Porte du Hainaut	39	149 359
92	CA Sud de Seine	4	147 309
78	CA de Saint-Quentin-en-Yvelines	7	147 266
95	CA Val de France	4	141 201
74	CA d'Annecy	13	141 047
86	CA Grand Poitiers	12	139 858
13	CA Salon Etang de Berre Durance	17	138 990
56	CA du Pays de Vannes	24	135 382
95	CA Argenteuil - Bezons	2	132 878
92	CA Seine-Défense	2	132 848
10	CA Grand Troyes	17	132 841
91	CA Europ'Essonne	10	131 926
91	CA du Val d'Orge	9	127 284
73	CA Chambéry Métropole	24	125 968
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	125 450
62	CA d'Hénin-Carvin	14	124 289
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	123 526
26	CA Valence Agglo-Sud Rhône-Alpes	11	122 437
11	CA le Grand Narbonne	37	122 265
93	CA Terres de France	3	121 683
974	CA du Sud	4	121 251
62	CA du Boulonnais	22	121 133
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	120 350
25	CA du Pays de Montbéliard	29	120 276
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	119 549
28	CA de Chartres Métropole	40	118 375

2-7 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	14	118 018
973	CA du Centre Littoral	6	117 222
91	CA d'Evry Centre Essonne	6	116 676
16	CA du Grand Angoulême	16	111 528
34	CA de Béziers Méditerranée	13	110 400
95	CA de la Vallée de Montmorency	8	109 858
71	CA Chalon - Val de Bourgogne	39	109 399
77	CA Melun Val de Seine	14	109 093
41	CA Blois-Agglomération	48	106 859
94	CA le Haut Val-de-Marne	7	106 102
13	CA du Pays d'Aubagne et de l'Étoile	12	105 119
79	CA de Niort	29	105 056
68	CA de Colmar	14	104 180
78	CA de Mantes en Yvelines	30	102 817
59	CA Maubeuge Val de la Sambre	23	100 205
38	CA Porte de l'Isère	21	99 263
18	CA Bourges Plus	14	99 158
53	CA de Laval	20	99 114
91	CA du Plateau de Saclay	10	99 026
62	CA du Calaisis	5	97 800
90	CA Belfortaine	30	97 244
83	CA Dracénoise	16	96 657
34	CA du Bassin de Thau	8	94 528
85	CA La Roche-sur-Yon Agglomération	15	94 323
38	CA du Pays Voironnais	34	93 295
93	CA de l'Aéroport du Bourget	3	92 430
78	CA des deux Rives de la Seine	12	91 619
91	CA du Val d'Yerres	6	90 934
29	CA de Quimper Communauté	8	90 443
95	CA le Parisis	6	89 595
83	CA de Fréjus - Saint-Raphaël	2	87 820
27	CA Grand Evreux Agglomération	37	85 561
77	CA du Pays de Meaux	18	85 065
95	CA Val et Forêt	6	85 050
35	CA de Saint-Malo Agglomération	18	83 636
49	CA du Choletais	13	83 044
81	CA de l'Albigeois	17	82 928
81	CA de Castres Mazamet	16	82 804
19	CA de Brive	16	82 581
57	CA de Forbach Porte de France	21	81 714
57	CA Portes de France-Thionville	13	81 340
60	CA du Beauvaisis	31	81 211
13	CA Arles-Crau-Camargue-Montagne	5	80 433
74	CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération	12	80 280
91	CA Sénart Val de Seine	3	79 293
2A	CA du Pays Ajaccien	10	79 074
06	CA du Moyen Pays Provençal - Pôle Azur Provence	5	78 334
42	CA Loire Forez	45	78 240
65	CA du Grand Tarbes	12	78 131
30	CA du Grand Alès en Cévennes	16	78 103
47	CA d'Agen	19	78 053
03	CA de Vichy Val d'Allier	23	77 333
971	CA CAP Excellence	2	76 796
36	CA Castelroussine	12	76 778
17	CA Royan Atlantique	31	76 358
77	CA Marne et Chanteraine	4	75 609
11	CA Carcassonne Agglomération	23	75 304
02	CA de Saint-Quentin	20	74 676
44	CA de la Presqu'île de Guérande Atlantique	15	74 138
60	CA de la Région de Compiègne	15	73 668
01	CA de Bourg-en-Bresse	15	73 386
60	CA Creilloise	4	72 866
24	CA Périgourdine	16	72 615
31	CA du Muretain	14	72 590
42	CA le Grand Roanne	6	71 554
08	CA de Charleville-Mézières Cœur d'Ardenne	10	71 159
971	CA du Nord Basse Terre	5	71 123
82	CA du Pays de Montauban	8	70 912
34	CA Hérault Méditerranée	19	70 377
13	CA du Pays de Martigues	3	70 273
84	CA Ventoux Comtat Venaissin	25	69 834
38	CA Vienne Agglomération	18	69 810

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-7

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
57	CA du Val de Fensch	10	69 018
58	CA de Nevers	11	68 976
31	CA Sicoval	36	68 867
06	CA de la Riviera Française	10	67 968
29	CA Morlaix-Communauté	28	67 946
33	CA du Nord Libournais	32	66 796
62	CA de Saint-Omer	19	66 226
89	CA de l'Auxerrois	20	66 134
51	CA de Châlons-en-Champagne	13	66 130
35	CA Vitré communauté	36	65 451
49	CA Saumur Loire Développement	32	65 407
91	CA de Seine-Essonne	5	65 397
59	CA de Cambrai	25	64 335
71	CA du Mâconnais - Val-de-Saône	26	64 052
94	CA de la Vallée de la Marne	2	63 766
33	CA du Bassin d'Arcachon Sud-Pôle Atlantique	4	62 771
03	CA Montluçonnaise	10	62 379
27	CA Seine-Eure	29	61 236
43	CA du Puy-en-Velay	28	60 875
27	CA des Portes de l'Eure	41	60 670
47	CA Val de Garonne Agglomération	42	60 493
45	CA Montargoise et Rives du Loing	10	59 553
91	CA les Lacs de l'Essonne	2	59 016
17	CA du Pays Rochefortais	18	58 448
77	CA Brie Francilienne	2	57 981
92	CA Cœur de Seine	3	57 732
2B	CA de Bastia	5	57 659
15	CA du Bassin d'Aurillac	25	56 700
77	CA de Marne et Gondoire	16	56 699
22	CA Lannion-Trégor-Agglomération	20	56 543
03	CA de Moulins	26	56 210
40	CA du Grand Dax	20	55 924
12	CA du Grand Rodez	8	55 922
28	CA Dreux Agglomération	19	55 625
86	CA du Pays Châtelleraudais	12	55 409
73	CA du Lac du Bourget	18	55 264
93	CA de Clichy-sous-Bois - Montfermeil	2	55 152
40	CA le Marsan Agglomération	18	55 060
39	CA du Grand Dole	41	54 445
21	CA Beaune, Côte et Sud-Communauté Beaune-Chagny-Nolay	54	54 256
26	CA du Pays de Romans	21	53 558
02	CA du Soissonnais	28	53 553
57	CA de Sarreguemines Confluences	26	53 346
91	CA les Portes de l'Essonne	3	52 785
76	CA de la Région Dieppoise	16	52 725
26	CA Montélimar-Sésame	15	52 519
69	CA de Villefranche-sur-Saône	4	51 030
29	CA de Concarneau Cornouaille	9	50 614
47	CA du Grand Villeneuvois	19	50 355
19	CA de Tulle et Cœur de Corrèze	37	44 189
88	CA Epinal-Golbey	2	42 973
34	CA du Pays de l'Or	8	42 625
46	CA Grand Cahors	30	39 253
971	CA du Sud Basse Terre	4	36 712
70	CA de Vesoul	19	34 055
52	CA du Pays Chaumontais	21	33 287
39	CA du Bassin Lédonien	23	33 270
32	CA du Grand Auch Agglomération	15	32 327
50	CA Saint-Lô Agglomération	11	31 314
61	CA du Pays de Flers	14	28 917
Total		3 600	24 109 01

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2012 (millésimée 2009).

2-8 Les villes de plus de 100 000 habitants

Populations légales en vigueur en 2012 (millésimée 2009)

Liste des 41 communes de plus de 100 000 habitants

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population totale	Population municipale
1	Paris (75)	2 257 981	2 234 105
2	Marseille (13)	858 902	850 602
3	Lyon (69)	487 978	479 803
4	Toulouse (31)	447 396	440 204
5	Nice (06)	344 460	340 735
6	Nantes (44)	290 130	282 047
7	Strasbourg (67)	276 136	271 708
8	Montpellier (34)	258 366	255 080
9	Bordeaux (33)	240 522	236 725
10	Lille (59)	233 214	226 827
11	Rennes (35)	212 229	206 604
12	Reims (51)	184 984	180 842
13	Le Havre (76)	179 783	177 259
14	Saint-Étienne (42)	175 203	171 961
15	Toulon (83)	167 813	165 514
16	Grenoble (38)	158 221	155 632
17	Dijon (21)	156 133	152 110
18	Angers (49)	151 689	147 305
19	Saint-Denis (974)	146 708	145 209
20	Le Mans (72)	146 670	142 281
21	Villeurbanne (69)	146 283	144 751
22	Brest (29)	145 592	141 315
23	Aix-en-Provence (13)	145 273	141 895
24	Nîmes (30)	143 917	140 747
25	Clermont-Ferrand (63)	142 402	138 588
26	Limoges (87)	141 569	139 216
27	Tours (37)	138 588	135 218
28	Amiens (80)	137 027	133 998
29	Metz (57)	124 024	121 841
30	Besançon (25)	121 391	117 392
31	Perpignan (66)	120 100	117 905
32	Orléans (45)	116 828	113 224
33	Boulogne-Billancourt (92)	114 099	113 085
34	Rouen (76)	113 128	110 688
35	Mulhouse (68)	112 786	111 156
36	Caen (14)	112 218	109 312
37	Nancy (54)	108 597	106 318
38	Saint-Denis (93)	106 927	105 749
39	Saint-Paul (974)	104 907	103 498
40	Argenteuil (95)	104 553	102 844
41	Montreuil (93)	104 097	103 192

Source : Insee, Recensement de la population.

Les grandes aires urbaines de plus de 100 000 habitants 2-9

Population municipale en vigueur en 2012 (millésimée 2009)

Liste des 95 grandes aires urbaines de plus de 100 000 habitants

N° de l'aire	Nom de l'aire urbaine	Population municipale	N° de l'aire	Nom de l'aire urbaine	Population municipale
001	Paris	12 161 542	9D1	Saint-Denis	198 013
002	Lyon	2 142 732	048	Troyes	189 700
003	Marseille - Aix-en-Provence	1 714 828	9D2	Saint-Paul	179 331
004	Toulouse	1 218 166	049	Angoulême	178 542
005	Lille (partie française)	1 154 861	050	Valence	173 862
006	Bordeaux	1 114 857	051	Saint-Brieuc	168 068
007	Nice	1 000 275	9D3	Saint-Pierre	167 562
008	Nantes	862 111	052	Montbéliard	162 650
009	Strasbourg (partie française)	759 868	9F1	Mamoudzou	162 036
010	Grenoble	666 372	053	Béziers	158 970
011	Rennes	663 214	054	Niort	149 220
012	Rouen	651 278	055	Vannes	145 943
013	Toulon	607 681	056	Chartres	142 481
014	Douai - Lens	543 591	9B1	Le Robert	138 312
015	Montpellier	542 867	057	Bourges	138 302
016	Avignon	508 604	059	Thionville	134 775
017	Saint-Étienne	508 176	058	Boulogne-sur-Mer	133 583
018	Tours	475 600	060	Chalon-sur-Saône	132 823
019	Clermont-Ferrand	460 759	061	Maubeuge (partie française)	131 454
020	Nancy	434 290	9B2	Fort-de-France	130 822
021	Orléans	416 978	062	Arras	128 409
022	Caen	397 960	064	Colmar	126 957
023	Angers	394 710	063	Calais	126 571
024	Metz	389 851	065	Blois	124 760
025	Dijon	373 574	066	Quimper	123 999
026	Valenciennes (partie française)	366 990	067	Beauvais	123 980
027	Béthune	366 813	069	Laval	119 475
028	Le Mans	338 981	071	Bourg-en-Bresse	118 579
029	Reims	314 201	068	Cherbourg-Octeville	117 957
030	Brest	312 743	070	Creil	117 199
9A1	Pointe-à-Pitre - Les Abymes	312 147	9C1	Cayenne	116 124
031	Perpignan	300 221	072	Tarbes	115 857
032	Le Havre	293 361	075	La Roche-sur-Yon	113 619
033	Amiens	292 667	073	Belfort	112 693
034	Mulhouse	281 692	077	Évreux	111 478
035	Limoges	281 180	076	Vienne	111 431
036	Bayonne (partie française)	277 778	078	Alès	111 404
037	Genève (SUI) - Annemasse (partie française)	269 360	074	Saint-Quentin	111 056
038	Dunkerque	259 175	079	Agen	110 199
039	Poitiers	251 156	081	Roanne	107 065
040	Nîmes	248 805	080	Charleville-Mézières	106 244
041	Besançon	244 449	082	Sarrebruck (ALL) - Forbach (partie française)	103 514
042	Pau	240 365	084	Cholet	103 289
043	Lorient	213 117	083	Nevers	103 156
044	Annecy	212 543	086	Montauban	102 325
045	Chambéry	210 130	085	Brive-la-Gaillarde	101 569
046	Saint-Nazaire	208 287	087	Périgueux	100 399
047	La Rochelle	201 529			

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France.

